HAL
open science

L'habiter de certains éco-quartiers : vers de nouveaux communs par une 'infrapolitique' ?

Guillaume Faburel, Mathilde Girault

To cite this version:

Guillaume Faburel, Mathilde Girault. L'habiter de certains éco-quartiers : vers de nouveaux communs par une 'infrapolitique' ?. Socio-anthropologie, 2015, 32, pp.103-121. 10.4000/socio-anthropologie.1918 . halshs-01278324

HAL Id: halshs-01278324

https://shs.hal.science/halshs-01278324v1

Submitted on 7 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Socio-anthropologie

32 | 2015
Habiter

L'habiter de certains éco-quartiers

Vers de nouveaux communs par une « infrapolitique » ?

Guillaume Faburel et Mathilde Girault

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/socio-anthropologie/1918
DOI : 10.4000/socio-anthropologie.1918
ISSN : 1773-018X

Éditeur
Éditions de la Sorbonne

Édition imprimée
Date de publication : 1 décembre 2015
Pagination : 103-121
ISBN : 978-2-85944-926-1
ISSN : 1276-8707

Ce document vous est offert par INIST - Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Référence électronique
Guillaume Faburel et Mathilde Girault, « L'habiter de certains éco-quartiers », *Socio-anthropologie* [En ligne], 32 | 2015, mis en ligne le 02 novembre 2016, consulté le 07 mars 2023. URL : http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/1918 ; DOI : https://doi.org/10.4000/socio-anthropologie.1918

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

L'habiter de certains éco-quartiers

Vers de nouveaux communs par une « infrapolitique » ?

GUILLAUME FABUREL ET MATHILDE GIRAULT

Résumé

Alors que les éco-quartiers s'affirment comme des prototypes de modèles d'urbanisme, souvent épaulés en cela par les exercices de prospective territoriale de groupes privés, quelques éco-quartiers d'initiatives habitantes ou d'orientation sociale nous renseignent sur d'autres manières de concevoir un *habiter*. Loin des injonctions aux bonnes conduites fonctionnelles (ex : économies d'énergie) rencontrées dans nombre de cas d'hyper-centres urbains, des modes et styles de vie s'y déploient. Ces derniers témoignent d'une volonté des habitants de maîtriser leurs lieux de vie. Ces modes et styles de vie participent alors d'une dynamique globale d'individuation des pratiques et des expériences sociales, converties en engagements discrets, enchâssés dans l'action ordinaire. Cette « infrapolitique » se mue alors en cosmopolitique par une axiologie singulière, très liée aux enjeux écologiques comme la responsabilité, par une prise d'autonomie permise par de nouveaux savoirs communs (locaux, vernaculaires et conviviaux) ainsi que par de nouveaux imaginaires communs des devenirs urbains.

Mots-clés : *éco-quartier, modes de vie, écologie, commun, infrapolitique*

Abstract

As eco-districts establish themselves as prototypes of urban planning models—often backed up by planning exercises conducted by private groups—a few grassroots or socially oriented eco-districts shed light on other ways of envisaging a dwelling. Contrasting with the functional codes of good conduct advocated in many urban hyper-centres (e.g. energy savings), such districts are the sites of specific ways of life and lifestyles. These attest to the residents' desire to have greater control over the place where they live. These ways of life and lifestyles feed into a general individuation of social practices and experiences, which are converted into discrete forms of engagement and embedded in everyday action. This "infrapolitics" then develops into cosmopolitics by way of a particular axiology—closely connected to ecological issues such as responsibility—and by the independence conferred by new shared knowledge—whether local, vernacular or convivial—and new shared imaginaries of urban futures.

Keywords: *eco-district, ways of life, ecology, common, infrapolitics*

Par leur multiplication rapide, les éco-quartiers tendent à être promus comme les prototypes de modèles d'urbanisme dont la généralisation serait escomptée (Plan urbanisme construction et architecture, 2008). Or tout projet d'éco-quartier affirme dans ses discours de justification ou propose par sa programmation : une mixité sociale et fonctionnelle voire une diversité générationnelle, de nouveaux services qui préfigurent des modes de consommation différents, des cadres naturels/paysagers d'un urbanisme se voulant plus respectueux des écosystèmes mais surtout plus habitable… Ainsi, le développement rapide des éco-quartiers implique-t-il *a priori* pleinement la question de modes de vie dorénavant qualifiés de durables.

Or, les observations sociologiques menées depuis plusieurs décennies indiquent que les modes de vie affichent d'ores et déjà quelques transformations fondamentales.

Tout d'abord, plus qu'une généralisation par la culture de masse, des styles de vie de plus en plus différenciés, voire hétérogènes, sont apparus. Sans pour autant nier le poids des constructions et héritages sociaux, ils apparaissent davantage attachés à l'identité des personnes que les modes de vie, centrés sur celle des pratiques. En outre, les relations unissant les populations à leurs lieux de vie y contribuent de plus en plus ostensiblement, au point de fonder pour certains un « urbanisme des modes de vie » (Thomas, 2013) ou « un urbanisme du quotidien[1] ». Enfin, les considérations environnementales participeraient activement de ce mouvement (Damon, 2011), au point que des auteurs fondent l'hypothèse d'une « réforme écologique » des modes de vie (Dobré et Juan, 2009). L'implication environnementale et les opérations réflexives auxquelles il donne lieu seraient « une manière de se relier au monde, de s'engager activement pour transformer son environnement plutôt que de rester passif[2] ».

D'autres, toutefois, nuancent grandement cette dernière assertion. Suivant en cela la réalité de « l'évolution des pratiques entourant les systèmes socio-techniques[3] », ce changement des modes de vie se ferait d'abord « sous l'effet des systèmes techniques […] en l'absence de prise en considération du pluralisme des modes d'habiter[4] ». Il est vrai que les projets d'éco-quartier ont longtemps privilégié l'entrée technico-écologique basée sur une gestion raisonnée de thématiques sectorielles : transports, énergie, services urbains, gestion du végétal… Or cette préfiguration des comportements prend de l'ampleur, au risque croissant de réduire les éco-quartiers à une « logique

1 Bonnaud X. (2012), « Pour un urbanisme du quotidien », Paris, *Traits urbains*, p. 55.

2 Gauntlett D. (2011), *Making is connecting*, Cambridge, Polity, p. 55.

3 Morel-Brochet A., Ortar N. (2014), « Les modes d'habiter à l'épreuve de la durabilité », *Norois*, 231, p. 8.

4 *Ibid.*, p. 7.

insulaire » (Hamman, 2012), impliquant de plus en plus les rapports à la nature : que ce soit par les « jardins collectifs » (D'Andréa et Tozzi, 2014) ou, en réaction, des « luttes potagères » (Doidy, Dumont et Pribetich, 2015).

Et pourtant, malgré un calendrier des projets qui s'accélère, les travaux appréhendant les modes de vie dans les éco-quartiers demeurent encore fort rares[5]. En fait, il subsisterait dans les discours de l'action des « impasses liées à un oubli chronique de quotidienneté des territoires », de « l'épaisseur du local »[6], alors même que de tels projets pourraient participer d'une volonté remarquée d'*habiter* autrement l'espace[7].

Que l'on juge la troisième vague néoruraliste ou la rurbanité déployée dans les « tiers espace » (Vanier, 2000) depuis le milieu des années 1990, cette volonté de renouer avec son lieu de vie apparaît comme ample. Elle participe toutefois bien plus du fait urbain total (métropolisation), alors que les premières vagues et les premières grandes expériences d'habitat autogéré témoignaient principalement d'un souhait de retraite écologique voire économique des grands complexes urbains (Mendras, 1992).

Dès lors, entre gouvernement des corps par un néo-hygiénisme et réforme annoncée comme écologique des modes de vie, il demeure à analyser empiriquement les éco-quartiers : les profils sociaux ainsi que les risques ségrégatifs, les thèmes et sujets structurants dans les choix de consommation avec le conditionnement en jeu des conduites, les formes d'usage du logement, les modes de déplacements, les types de pratiques de l'espace public, les comportements vis-à-vis de la nature…

Surtout, la participation étant elle-même placée au fronton de toute ambition de projet d'éco-quartier, il convient d'apprécier l'éventuelle contribution des habitants à la préfiguration puis à la réalisation de tels modes de vie ; les « prendre part », « contribuer

5 Seuls existaient au moment de notre recherche (2013) : des retours d'expériences étrangères, parfois mis à profit sur des cas français mais alors centrés sur des particularités sociohistoriques (Héland 2008 et 2012 ; Emelianoff et Stegassy, 2010 ; Faburel, Manola et Geisler, 2011 ; Béal, Charvolin et Morel, 2011), ou des recherches empiriques sur des cas hexagonaux avec un axe de lecture spécifique et donc partiel, comme les pratiques énergétiques (Renauld, 2011) ou les attitudes de consommation (Raineau, 2009).

6 Bonard Y., Matthey L. (2010), « Les éco-quartiers : laboratoires de la ville durable », *Cybergeo: European Journal of Geography*, *Débats : Quartier durable ou éco-quartier ?*, § 8, reprenant les mots de Michel de Certeau : http://cybergeo.revues.org/23202, consulté le 23 novembre 2015.

7 Entendu comme réalité conceptuelle large désignant la « manière dont les mortels sont sur la terre » (Heidegger M. [1958], « Bâtir Habiter Penser », dans *Essais et Conférences*, Paris, Gallimard [Tel], p. 175), l'*habiter* constituer l'expérience la plus fondamentale de notre rapport au monde, notamment aux territoires de nos propres actions (Paquot, Lussault et Younès, 2007).

directement » et « recevoir une part » (Zask, 2011), comme témoins non pas des concertations officielles de projet et de leur pédagogie au « bien habiter », mais de formes bien plus désaffiliées de l'engagement individuel (Ion, 2001 et 2012) dans le quotidien et l'ordinaire, nourries de légitimités de situation (Hatzfeld, 2011).

Les éco-quartiers peuvent-ils être le siège, voire l'opérateur premier d'un autre *habiter* ? Et si oui, quels en sont les sujets structurants et les motivations premières ? De quelle(s) manière(s) précisément les habitants et acteurs y contribuent-ils ? Pour le façonnement de quels « nouveaux » communs ?

Nous présentons ici une recherche menée en 2013-2014 pour le compte du ministère du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité dans trois éco-quartiers d'initiative habitante ou d'orientation sociale, figurant parmi les dossiers de l'appel à projet éco-quartiers lancé en 2013. Notre choix s'est porté sur la Résidence du Parc à Graulhet (Tarn), Les Courtils à Hédé-Bazouges (Ille-et-Vilaine), l'écoquartier du Four à Pain à Faux-la-Montagne (Creuse)[8], du fait de leurs principales caractéristiques de situation et de projet (voir tableau en fin d'article).

En premier lieu, il nous fallait privilégier des cas de taille assez modeste (principalement en termes de population et nombre de logements), pour sortir des gouvernances métropolitaines de projets vitrines, aux dispositifs très outillés et pratiques codifiées. Cela impliquait, deuxième critère, de nous éloigner des cœurs de grandes agglomérations qui accueillent souvent de grands démonstrateurs de l'aménagement dit urbain durable. Dès lors, nous avons pu apprécier différentes configurations territoriales (périurbaines, semi-rurale et néorurale) et des projets qui, facilités par de telles configurations, développaient des ambitions éloignées (extension résidentielle, réhabilitation post-industrielle…), afin de tenter d'en dégager des remontées en généralité.

Nous rendrons compte tout d'abord de l'analyse des modes de vie et des motivations qui apparaissent structurantes dans ces éco-quartiers, pour ensuite resituer les expériences dans la construction de normes techniques, sociales et/ou politiques. Le propos s'achève alors sur les conditions de construction de communs dans ces cas singuliers d'éco-quartiers : savoirs techniques, imaginaires sociaux et constructions démocratiques.

8 Cette démarche empirique a été conduite sur une base pluridisciplinaire (sociologie, psychologie environnementale, géographie sociale et sciences politiques), à partir d'entretiens allant de 40 minutes à 2 heures 30 chez les habitants (42) ou avec les acteurs (15), et de groupe de discussion (en cumulé 5 heures).

Les modes de vie : vers une reprise par la socialisation de l'écologie ?

Sur le plan de la consommation, l'élément commun aux trois éco-quartiers est indéniablement la volonté de la réduire en redéfinissant ses besoins et contrôlant ses sources d'approvisionnement.

Si à Graulhet ce discours demeure émergent et particulièrement lié aux conditions sociales modestes des habitants « Je préfère prendre peu et manger bien. Je préfère une pomme de terre à l'eau que quelque chose je sais pas qui l'a tripoté », à Hédé-Bazouges et surtout à Faux-la-Montagne il apparaît d'ores et déjà existant voire prédominant : « C'est une prise de conscience, ne pas consommer pour consommer. On fait davantage attention à notre consommation et à la qualité des produits », « Il faut plutôt se poser la question à la base : ai-je besoin d'électroménager ? » (habitants d'Hédé-Bazouges et de Faux-la-Montagne).

Ce contrôle des sources d'approvisionnement peut revêtir différentes formes, qu'il s'agisse de faire soi-même ou de choisir ses producteurs, d'acheter plus localement ou de porter attention aux impacts environnementaux des produits : « Pour la consommation alimentaire, on fait en local, avant on connaissait pas les producteurs. Ici c'est une fois par semaine, on achète tout. C'est des producteurs du coin », « Je fais mon pain. J'ai un jardin potager collectif » (habitants d'Hédé-Bazouges et de Faux-la-Montagne). Dès lors, si les habitants ont toutefois recours aux grandes surfaces pour une partie plus ou moins importante de leurs achats, ils expriment une critique de ce système de consommation.

Or cette attention portée à sa consommation ne concerne pas seulement les sources et qualités d'approvisionnement, mais aussi la fin de la chaîne comme le tri des déchets, une pratique d'ores et déjà engagée, voire majoritaire, dans les trois éco-quartiers. Si la pratique du compost est encore en germe à Graulhet, elle est largement répandue à Hédé-Bazouges et Faux-la-Montagne. L'idée de recycler, de réduire les rebus – même si elle s'affirme encore par le tri délégué à un tiers – est partout présente. De même, on note une densité des pratiques que l'on pourrait qualifier de réutilisation sociale : vide-greniers, dons et échanges informels, récupération et remise à neuf d'objets usés (*i.e.* recycleries)...

Tout comme la consommation, les transports constituent un thème sur lequel l'ensemble des habitants s'accordent : tout d'abord pour chercher une réduction des motifs de déplacement, notamment par l'intermédiaire des achats groupés et de la réduction de la consommation, ensuite pour réduire l'impact des déplacements estimés nécessaires. Dans ce but, on observe une volonté de réduire l'usage de la voiture pour des raisons économiques et écologiques

– « J'essaie de prendre le moins possible ma voiture » (habitant d'Hédé-Bazouges) –, un recours aux transports publics et aux modes doux/actifs – « J'utilise la marche et le vélo pour aller bosser sauf quand je transporte du matériel » (Faux-la-Montagne) –, ainsi que la mise en place de pratiques de covoiturage, bien qu'elles ne soient pas nommées ainsi à Graulhet car relevant plutôt de l'entraide et de son sens commun : « On essaie de faire du covoiturage. J'ai plusieurs voisines qui ne travaillent pas comme moi alors on va ensemble faire des activités ou des courses » (habitant d'Hédé-Bazouges). Au regard de la persistance des difficultés rencontrées, les transports apparaissent comme un des thèmes où les attentes en termes d'actions publiques sont les plus fortement énoncées : « Il pourrait y avoir sur la commune un espace, une sorte de pépinière, pour des gens qui travaillent à distance » (*idem*).

Les rapports au travail constituent un questionnement émergeant à Graulhet, le plus souvent suite à des contraintes économiques : les habitants rencontrés souhaiteraient travailler près de chez eux, notamment pour réduire leurs coûts de transports. En revanche, à Hédé-Bazouges, c'est la conception même du travail qui a commencé à évoluer : d'une part, certains habitants commencent à travailler depuis chez eux et de ce fait l'idée d'avoir un lieu de *co-working* sur le quartier a commencé à être collectivement débattue ; d'autre part, la venue sur l'éco-quartier a amené certains à interroger leurs activités professionnelles et à effectuer des changements de trajectoire. De la même manière, à Faux-la-Montagne, la question de l'activité économique est jugée cruciale, les habitants s'étant installés sur le plateau le plus souvent en menant une réflexion sur leur propre activité (dans une recherche de sens en rapport au territoire). Par le travail, la recherche de maîtrise touche au système économique et l'horizon visé devient celui d'une certaine relocalisation, en tentant de réconcilier cette fois-ci les besoins des habitants et les ressources « économiques » du territoire local.

Sur le plan de l'habitat, une différenciation s'opère entre les habitants du quartier de Graulhet, qui témoignent de peu d'intérêts pour le choix des matériaux et la réduction des consommations énergétiques, dont d'ailleurs très peu notent une baisse de leurs dépenses énergétiques, et ceux d'Hédé-Bazouges et Faux-la-Montagne qui portent une attention particulière aux matériaux de construction à travers l'utilisation de ressources locales, écologiques, dans l'optique d'économies d'énergies mais également de confort personnel : « Nous, c'est des murs en paille et ici même s'il fait moins 3 dehors, mais qu'il fait beau, à midi il fait 22 degrés sans chauffer. Ça devrait être comme ça partout », « C'est un matériau qui durera moins que la pierre et qui va demander des renouvellements. Moi je dis tant mieux. Une maison

en bois ne durera pas 2000 ans. Ça obligera peut-être à changer d'habitat » (habitants d'Hédé-Bazouges et de Faux-la-Montagne).

Cette maîtrise dans les choix des matériaux s'y double d'une implication personnelle dans la construction, la rénovation et l'entretien de l'habitat (ex : pratiques de bricolage répandues), faisant de ce dernier plus qu'une réalité matérielle : un mode de construction de sa subjectivité notamment à travers l'affirmation de valeurs écologiques. D'une réappropriation technique de son lieu de vie, telle que par la recherche de matériaux naturels, locaux et biodégradables, naît un façonnement de son esthétique. À cet égard, l'insertion paysagère de la maison (orientation, visibilité…) constitue un élément essentiel lors de la conception dans plus de la moitié des entretiens menés à Hédé-Bazouges et Faux-la-Montagne. Dans ce dernier, l'environnement se trouve même convié, outre dans les matériaux utilisés, dans l'aménagement à l'échelle du quartier via l'orientation du bâti et l'insertion dans l'écosystème : « Là où je poserai ma chaise dans la cuisine, je verrai le soleil couchant. Dans l'axe où je vais déjeuner, j'aurai le soleil levant », « C'est le bioclimatisme, regarder l'environnement comment il est autour de soi pour sa maison, comment tu l'installes ».

Enfin, et non les moindres, en termes de pratiques avec la nature, celle du jardinage se révèle très courante à Hédé-Bazouges et Faux-la-Montagne, tandis qu'il ne s'agit encore que d'un souhait exprimé par plusieurs habitants rencontrés à Graulhet. On assiste également à un désir d'installation de végétaux dans les halls d'immeubles ainsi qu'à une revendication forte d'utiliser les espaces verts pour pouvoir y pratiquer par exemple du sport. « C'est joli leur truc au milieu, mais on prive les gosses d'un stade pour jouer. On pourrait utiliser le sol autrement. Et moi si on me proposait un lopin de terre, je dirais oui », « Je manque de terre ici. Le quartier ne m'aide pas à jardiner ».

L'analyse révèle ainsi une volonté de maîtrise des habitants de leurs lieux de vie, du logis au quartier, des espaces de travail à ceux de la consommation, ainsi que de renouvellement des rapports à la nature et plus encore à la terre. Que ce soient des habitudes prises (Faux-la-Montagne), des pratiques émergentes (Hédé-Bazouges) ou encore en germe, voire de simples souhaits partagés (Graulhet), justifiant le choix résidentiel ou apparaissant par effet de capillarité sociale : « On cherchait à vivre avec des gens qui soient sensibles aux mêmes choses que nous », « Par rapport aux voisins, on voit qu'ils sont encore plus impliqués que nous dans les gestes écologiques. C'est vraiment à leur contact qu'on apprend » (habitants d'Hédé-Bazouges et de Faux-la-Montagne). Il s'agit souvent du résultat d'une réflexion portée aux modes de vie en termes de réduction des consommations énergétiques, d'utilisation de ressources locales notamment comme matériaux de construction (bois, paille…), d'insertion écologique et paysagère des projets…

Or, l'idée de sociabilité est rapportée par les habitants comme un élément indispensable pour cheminer vers des modes de vie plus écologiques : « Les gens parlent naturellement simplement, y'a de l'accueil, de la gentillesse, de la simplicité dans les rapports » (habitant d'Hédé-Bazouges). Ainsi en ce qui concerne les sociabilités locales, les habitants rencontrés à Graulhet souhaitent que le quartier soit plus animé, certains parlant d'ailleurs de se monter en association... environnementale. Cette évolution est peut-être l'une des plus importantes sur le plan des modes de vie dans ce quartier, puisqu'elle prend place dans un lieu longtemps stigmatisé. La rénovation du quartier a pu en changer l'image et en apaiser le cadre de vie « Sur le balcon, je mets des fleurs, je le faisais jamais, mais ici je trouve ça agréable », insufflant une envie de convivialité : « On commence à voir des mamans qui se retrouvent ici [Il montre une placette] pendant que les enfants jouent. » Des souhaits sont clairement énoncés, voire partagés : « Ici, ils font pas de repas de quartier, moi je dis c'est dommage comme ça, on se connaîtrait tous ».

À Hédé-Bazouges comme à Faux-la-Montagne, la richesse de la vie sociale et culturelle est soulignée comme un élément formant déjà la clé de voûte des modes de vie exposés : « Y'a des liens très forts qui se sont tissés très vite, nous, on est voisins, on se voit tout le temps, on mange ensemble, on fait des trucs, on garde les gamins », « Ce qu'on attendait, nous, c'était vraiment de faire notre projet de maison écologique et d'être entourés de gens qui ont plutôt les mêmes idéaux de construction, et donc de mode de vie (ça va de pair), et d'envisager tout ce qu'on allait pouvoir mutualiser, partager, de manière informelle, parce qu'on allait vivre à peu près pareil... » (habitants d'Hédé-Bazouges). Tout en ayant conscience de la force exclusive de telles pratiques : « C'est pas pour exclure, mais c'est des gens qui ont une approche commune : proches de la nature, échanges entre voisins » (*idem*).

L'expérience ordinaire de l'éco-quartier : de nouvelles normes et de « nouveaux » communs

Ainsi, ces écoquartiers donnent lieu à un engagement par et dans l'action ordinaire, qu'elle soit encore limitée à Graulhet avec la prise en main de certains parterres pour le jardinage, ou plus impliquante à Hédé-Bazouges et à Faux-la-Montagne autour de l'auto-construction. Loin d'une nature considérée comme extérieure, simplement à protéger ou à embellir, cet engagement renvoie bien à une co-construction avec « un milieu » (Berque, 2000) : « Visuellement ça me fait du bien, ça me repose, c'est apaisant des maisons comme ça, des matériaux comme ça, pas tous identiques, et la végétation, la façon dont les espaces verts communs sont traités », « Toutes ces couleurs,

ces matériaux, bois, paille, je trouve ça très chaleureux » (habitants d'Hédé-Bazouges).

L'engagement est ici pragmatique, personnel, mais aussi partagé collectivement. Loin de toute définition d'un idéal lointain donné *a priori*, l'individu opère « consciemment un choix personnel de changer ses manières de consommer et d'organiser sa vie quotidienne[9] ». Or, cet engagement ne concerne pas uniquement une catégorie sociale spécifique. À Faux-la-Montagne par exemple, les personnes réunies autour du projet viennent d'horizons divers et n'appartiennent pas à des réseaux préconstitués : leur engagement est bien désaffilié. Ce n'est pas la pré-appartenance commune qui fait naître l'engagement, mais l'engagement dans le commun qui le fait advenir. Comme le dit Axel Honneth, « l'individu apprend à s'appréhender lui-même à la fois comme possédant une valeur propre et comme étant un membre particulier de la communauté sociale[10] ».

Surtout, cet engagement a pour clé de voûte le partage d'expériences diverses qui sont à la fois épreuve esthétique, d'expérimentation pratique et d'échange interactif (Céfaï, 2009) : « Ce qui est intéressant justement c'est de prendre en compte la complexité de la chose, la complexité d'habiter fait référence à plein de choses à la fois : du culturel, de l'économique, du social, du minéral, du paysager, tous ces éléments-là » (habitant de Faux-la-Montagne). Ces expériences font alors des éco-quartiers des opérateurs de communs, au moins de trois manières, qui renvoient aux trajectoires locales et aux ambitions mêmes des projets.

À Graulhet par exemple, c'est l'expérience de la norme technique de l'aménagement qui constitue une épreuve esthétique créatrice d'un *sens commun*. L'éco-quartier constitue ici, principalement et assez classiquement, un outil de la puissance publique pour (ré)aménager, c'est-à-dire reconnecter le territoire au reste de la commune d'un point de vue à la fois morphologique, architectural et paysager, social et culturel. Le quartier d'En Gach à Graulhet est rénové, les façades d'un beige immaculé, les espaces libres habillés de végétation, les cheminements piétons doucement courbés. S'y joue une expérience commune des sens par une architecture et une esthétique de l'espace public dites plus écologiques. Or, loin des seules sensorialités, cet apaisement du cadre de vie dissipe un sentiment d'insécurité dans l'espace et plus encore redonne à ce quartier un statut premier dans la ville, lui permettant d'effacer les stigmates de son histoire difficile.

9 Dobré M., Juan S. (dir.) (2009), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, Paris, L'Harmattan, p. 297.

10 Honneth A. (2004), « La théorie de la reconnaissance : une esquisse », *Revue du MAUSS*, vol. 1, 23, p. 134.

Ainsi, la norme technique et architecturale oriente certes les ressentis et conduites, mais pacifie également, refait entrer le quartier dans un régime commun de la reconnaissance sociale. Tout se passe comme si l'aspect visuel formel engendrait une vision symbolique du quartier. C'est ainsi que l'on voit se dessiner le commun par et dans les modes de vie : au-delà de la qualification écologique et pratique qui est le plus souvent subie pour des raisons économiques, la principale dynamique enclenchée à Graulhet tient de la convivialité. Cette dernière augmente l'entraide, les pratiques de covoiturage par exemple, et fait émerger la volonté de plus animer le quartier ou de voir se constituer une association d'habitants pour l'environnement : « Il faudrait qu'il y ait un porte-parole qui puisse parler en notre nom. Il faudrait une association par quartier. Ils demandent rien, ils font les changements tous seuls. »

À Hédé-Bazouges, c'est l'expérience pratique de la norme sociale de fabrication du lieu qui crée des *biens communs*. Au-delà d'une norme technique et architecturale, il y ressort d'abord l'importance d'une norme sociale, exprimée souvent sous le terme d'une urbanité prenant trois formes : de la simple interconnaissance conviviale… au partage (notamment par d'autres rapports à la propriété foncière, immobilière, d'équipements…), en passant par la sociabilité (en lien avec la vie culturelle et associative sur la commune).

Cette urbanité se noue autour de questionnements écologiques, porteurs de réflexivité « Y'a le désir qu'on s'étudie nous-mêmes. Et qu'on en tire nous-même des conséquences ». Même si chacun est ensuite libre de son arrangement personnel, des biens se voient alors partagés en son nom, depuis un outillage particulier jusqu'à des espaces gérés en commun, en passant par la gestion solidaire de lieux associatifs. Cette norme sociale connaît aujourd'hui une évolution vers une norme politique, que ce soit par la question du travail et donc du modèle économique dès lors questionné, ou celle des expertises techniques notamment architecturales comportant quelques « erreurs », comme une conception bioclimatique non respectueuse des rythmes saisonniers.

Le mode de généralisation de ces expériences demeure néanmoins social, se diffusant par des rencontres, des échanges interpersonnels et des initiatives collectives de publicisation : « ce qui est intéressant, c'est de se poser des questions même si on n'adhère pas tout de suite, c'est de se dire, lui pourquoi il fait ça, qu'est ce qu'il cherche, est-ce que j'essaie ou pas. C'est une dynamique de groupe qui nous pousse à faire ou ne pas faire, mais permet de se poser des questions. » Comme pour l'éco-quartier de l'Union à Roubaix (Villalba et Lejeune, 2015), l'écologie représente ici une extension et un complément de la négociation sociale.

Outre des expériences de la norme technique et architecturale, à Faux-la-Montagne, c'est l'expérience de la norme politique de la transformation attendue qui, s'appuyant sur l'échange interactif, compose en fait un *monde commun* : « J'ai plus appris en quelques séances que dans plusieurs années de boulot, dans les échanges entre porteurs de projet, élus, des professionnels, des archis, urbanistes, paysagistes, chacun amenant des techniciens. »

Cette expérience repose principalement sur une valeur fondamentale : la responsabilité vis-à-vis de la communauté : « Les élus ici nous conseillent légèrement sur la charte. Rien n'est dur. C'est de notre responsabilité. Ils seront là s'il y a des dérives » et vis-à-vis de l'environnement par une écologie… politique : « Moi je crois à une inversion du phénomène liée aux aspects énergétiques, à la re-régionalisation de l'économie et du coup peut-être, en dix ans ou plus, que de nouveaux modes s'établissent entre la ville et la campagne : sous l'angle de la production autonome d'énergie et d'alimentation à l'échelle des territoires. » Leurs aspirations sont ainsi créatrices d'engagements ostensiblement politiques, tendues vers un horizon commun, « il y a un projet politique sur l'autonomie politique, alimentaire, vestimentaire. Produire soi-même. Se déconnecter des circuits classiques », se traduisant notamment par la constitution d'une Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC).

Ainsi ces éco-quartiers apparaissent comme des opérateurs pour la construction de nouveaux sens, biens et surtout monde communs. Loin d'être une universalité *a priori* donnée dont la philosophie s'évertuerait à en qualifier l'essence, ou une propriété inhérente à certaines choses que l'économie politique ou le droit fixeraient comme valeur, voire un bien suprême naturalisé que la téléologie figerait comme transcendance, le commun désigne ici une pratique de mise en commun (Dardot et Laval, 2014) nous liant aux choses et, du même fait, à nous-mêmes comme sujet collectif. Il reposerait donc d'abord sur un principe, politique, d'auto-gouvernement, induisant une co-construction des règles communes et une norme sociale de l'agir… en commun.

Face au(x) commun(x) socialement et culturellement pré-définis, donnés en héritage par les institutions humaines, nous assistons ici, par l'expérience de la norme technique, sociale ou politique, à une autre manière de concevoir et de construire l'agir, celle d'un façonnement de modes coopératifs d'action. À la fois réflexifs et acteurs de leurs pratiques, les habitants s'engagent localement, afin de s'affranchir des modèles qui leur sont proposés voire imposés par les expertises : « Y'avait un architecte conseil qui nous invitait à prendre rendez-vous avec lui pour un premier entretien qui n'a pas été très concluant, parce que je pense que tout le monde est d'accord pour dire qu'il s'en foutait un peu » (habitant de Faux-la-Montagne). Prônant à

l'inverse une réflexivité partagée : « Chacun le fait à son degré, mais le point commun c'est que tout le monde a la réflexion » (habitant d'Hédé-Bazouges). Les habitants construisent donc ici un nouveau répertoire axiologique de l'action, orienté vers une prise d'autonomie et allant parfois jusqu'à l'affirmation d'une volonté de « toujours avoir maîtrise du projet, même s'il y a recours à des experts, à des avis » (habitant de Faux-la-Montagne).

Ce registre d'actions, plus expérimental et ostensiblement ascendant, serait ainsi l'opérateur d'une évolution du commun, car « autant que depuis la sphère politique, c'est depuis la société civile qu'un bien commun devient en mesure d'être pensé[11] ». L'encastrement des enjeux écologiques dans une réalité sociale apparaîtrait comme le seul moyen, pour les protagonistes, de construire autrement ce commun et son « infrapolitique » (Scott, 1990 – trad. 2008) par les modes de vie. L'environnement préfigurerait donc, dans ces cas très spécifiques, « un nouvel âge du politique » (Latour, 1999).

De « l'infrapolitique » à une cosmopolitique

Construire soi-même sa maison selon les règles du bioclimatisme (synchronisation des temps de vie et des temps environnementaux), maîtriser sa consommation alimentaire par la culture de la terre, économiser l'énergie par certaines modalités de déplacement, réinvestir l'espace public par sa végétalisation… ainsi que constituer une communauté par de telles pratiques écologiques, tout ceci donne à voir un *habiter*, soit une manière d'« être-présent-au-monde-et-à-autrui » et « rendre présent son temps en l'ouvrant aux autres pour faire "monde"[12] ». L'environnement transforme ainsi le sujet en habitant d'un lieu (Lolive, 2008).

Mais l'habiter ne se limiterait pas à « se fondre dans un creuset spatial et y développer des façons de faire et d'être déterminées par celui-ci. Il est nécessaire de penser l'individu comme l'acteur d'une partie au moins de sa réalité géographique […] comme l'acteur de sa réalisation en tant qu'être qui fait sens[13] ». Par cet agir impliquant des rapports singuliers à l'environnement comme milieu de vie, notamment en réaction à l'évolution de la société métropolitaine contemporaine, les éco-quartiers étudiés, ascendants ou d'orientation sociale,

11 Ion J. (dir.) (2001), *L'engagement au pluriel*, Saint-Étienne, Publications de l'université de Saint-Étienne, p. 208-209.

12 Heidegger M. (1958), « Bâtir Habiter Penser », dans *Essais et Conférences*, Paris, Gallimard (Tel), p. 177.

13 Hoyaux A.-F. (2002), « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter », *Cybergeo: European Journal of Geography*, *Epistemology, History, Teaching*, § 2, http://cybergeo.revues.org/1824, consulté le 23 novembre 2015.

ne seraient donc pas tant des espaces délimités de protection de l'environnement appelés à s'étendre au reste du territoire urbain au nom de la durabilité, que des lieux où se crée un nouvel habiter à partir de communs et de leurs collectifs désaffiliés.

Nous aurions ainsi affaire à l'émergence d'une « cosmopolitique », conduisant en retour à requestionner la démocratie telle qu'elle « est d'abord le droit reconnu à tous de penser les affaires des autres, c'est-à-dire le bien commun[14] ». L'attribut premier de cette « cosmopolitique » serait celui de la communalité qui, avec la singularité et la réciprocité, fonderait selon Pierre Rosanvallon « un nouveau modèle d'égalité » (Rosanvallon, 2011). Si la communalité se compose de ce qui se construit et s'éprouve en commun, comme la participation aux événements qui animent la vie du groupe, aux processus de création de la connaissance partagée jusqu'à l'avènement d'un territoire à travers des pratiques, elle relève essentiellement dans les cas étudiés ici de la communalisation des savoirs. Celle-ci inclut par exemple le savoir de la fabrication, ainsi que celle des imaginaires des lieux et territoires de l'*habiter* de la ville et de la campagne, de l'environnement et de la nature, du quartier et du logis…

En effet, il tend à s'opérer une véritable prise d'autonomie vis-à-vis de l'expertise officielle et ses savoirs techniques qui, de par la répartition des fonctions et activités qu'ils induisent, la hiérarchie des savoirs et par là des individus qu'ils instruisent, les imaginaires territoriaux métropolitains qu'elle porte et les modèles économiques qu'elle véhicule, ne permettent plus aux habitants « de donner sens à ce qu'ils font ou de comprendre le sens de ce à quoi ils concourent. Le système envahit et marginalise le monde vécu, c'est-à-dire le monde accessible à la compréhension intuitive et à la saisie pratico-sensorielle[15] ». En réaction, les habitants valorisent des habilités et ingéniosités locales, leurs savoir-faire, renvoyant de ce fait à ce qu'Ivan Illich appelle « les savoirs vernaculaires ou conviviaux » (Illich, 2003 [1973]) : « Beaucoup de gens sont un peu tout ici. On est plusieurs à avoir des compétences doubles, professionnelles et puis aussi acquisition de compétences sur le terrain » (habitant d'Hédé-Bazouges).

Les habitants construisent également de nouveaux imaginaires tissant des liens respectueux et tenus à l'environnement : « Adopter de nouveaux modes de vie, être un peu plus à l'écoute de ce qui nous entoure, sans rejeter ce qui nous entoure. Vivre un peu plus en harmonie avec soi-même s'écouter un peu plus, l'eau, la terre, les oiseaux, c'est des valeurs, des trucs qui nous tiennent à cœur », « Si les gens quittent les villes, c'est parce qu'ils veulent plus de prise

14 Ion J. (dir.) (2001), *L'engagement au pluriel*, *op. cit.*, p. 198.
15 Gorz A. (2008), *Ecologica*, Paris, Galilée, p. 50.

sur leur environnement » (habitants d'Hédé-Bazouges et de Faux-la-Montagne) et dans une moindre mesure impliquant des formes urbaines moins « concentrationnaires » : « Les maisons des années 80, 90, elles ont pas de charme, elles dégagent rien. Quand on rentrait dans des maisons comme ça, on n'arrivait pas à se projeter dedans » (habitant d'Hédé-Bazouges). Ils se nourrissent pour ce faire d'un sentiment post-urbain voire anti-urbain de plus en plus partagé et manifestent un rejet des modes dominants de faire la ville : « On ne pense qu'urbain. La folie des TGV, qui ne relie que les métropoles, on métropolise tout » (habitant de Faux-la-Montagne). C'est ainsi le dispositif même d'éco-quartier qui se trouve détourné : « C'est pas parce qu'il y a un éco-quartier qu'on va changer de vie. C'est l'inverse. C'est parce qu'il y a des pratiques différentes de consommation, de solidarité qu'il y a ce projet » (habitant de Faux-la-Montagne).

Principales caractéristiques des éco-quartiers sélectionnés et de leurs projets

	Four à Pain à Faux-la-Montagne	**Les Courtils à Hédé-Bazouges**	**Les Résidences du Parc à Graulhet**
Situation			
Région	Limousin	Bretagne	Midi-Pyrénées
Département	Creuse (23)	Ille-et-Vilaine (35)	Tarn (81)
Commune	Faux-la-Montagne (371 hbts)	Hédé-Bazouges (1932 hbts)	Graulhet (12 229 hbts)
Type	Milieu rural (PNR de Millevaches)	En périphérie de Rennes (20 km)	En grande périphérie de Toulouse (60 km)
Description			
Superficie	2 ha	2,5 ha	6 ha
Type de projet	Extension urbaine	Extension urbaine liant le centre bourg et un petit bourg	Projet de Rénovation Urbaine, à 800 m du centre-ville
Budget	212 550 €	700 000 €	24,14 millions d'€
Calendrier	Concertation depuis 2004, début des travaux en 2010, premières livraisons en 2012	Démarche initiée en 2001, livrée en 2006	Travail collaboratif depuis 2001, livré en 2012
Nombre de logements	14 à 15, dont 3 sociaux	32 (22 en libre-accession, 10 sociaux)	212 (sociaux uniquement)
Nombre d'habitants	50	75	500

Équipements	Jardins partagés (verger, potager), lieu de compostage, four à pain (rénovation), halle, parking	Garages groupés	Espaces publics (parc urbain boisé, placettes, cheminements), école
Spécificités en liens à notre problématique	Une association d'habitants à l'origine du projet, devenue une SCIC accompagnant l'auto-construction et la participation	Réseau d'entraide de communes pour un développement durable (la BRUDED)	Fort encadrement réglementaire (PRU, CUCS, PLU, PLH, ZP-PAUP-AVAP, Agenda 21, Trames Vertes et Bleues)
	Ateliers d'écriture architecturale avec les habitants	Architecture innovante et diversifiée, auto-construction et habitat groupé	Objectif de reconnecter un quartier résidentiel dégradé au centre-ville
	Travail avec le secteur de l'économie sociale et solidaire (ressourceries, insertion...)	Travail avec des associations locales (café associatif, commerces bio…)	Travail avec l'AGORA, Régie de Territoire auprès des habitants

Faburel G., Vialan D. (coord.) (2013), *La durabilité et sa prospective sociale, écologique et politique au prisme des modes de vie. Enquête dans les éco-quartiers d'initiatives habitantes et/ou d'orientation sociale*, Rapport final du Bureau de recherches Aménités pour le ministère de l'Égalité des Territoires et du Logement, DGALH/DHUP/AD4.

Bibliographie

Abélès M., Charles L., Jeudy H-P., Kalaora B. (dir.) (2000), *L'environnement en perspective : contextes et représentations de l'environnement*, Paris, L'Harmattan.

Béal V., Charvolin F., Morel C. (2011), « La ville durable au risque des éco-quartiers. Réflexions autour du projet New Islington à Manchester », *Espaces et Sociétés*, 147, p. 77-97.

Bédard M., Augustin J.-P., Desnoilles R. (2011), *L'imaginaire géographique. Perspectives, pratiques et devenirs*, Québec, Presses de l'université du Québec.

Berque A. (2000), *Médiance. De milieux en paysages*, Paris, rééd. Belin/Reclus.

Boissonade J. (2011), « Le développement durable face à ses épreuves. Les enjeux pragmatiques des écoquartiers », *Espaces et Sociétés*, 147, p. 57-75.

Bonard Y., Matthey L. (2010), « Les éco-quartiers : laboratoires de la ville durable », *Cybergeo: European Journal of Geography, Débats : Quartier durable ou éco-quartier ?*, http://cybergeo.revues.org/23202, consulté le 23 novembre 2015.

Bonnaud X. (2012), « Pour un urbanisme du quotidien », *Traits urbains*, 55, p. 19-23.

Brunet P. (2008), « De l'usage raisonné de la notion de "concernement" : mobilisations locales à propos de l'industrie nucléaire », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 16, 4, p. 317-325.

Céfaï D. (2009), « Comment se mobilise-t-on ? L'apport d'une approche pragmatiste à la sociologie de l'action collective », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, 2, p. 245-269.

Damon J. (2011), *Villes à vivre. Modes de vie urbains et défis environnementaux*, Paris, Odile Jacob.

D'Andréa N., Tozzi P. (2014), « Jardins collectifs et écoquartiers bordelais : de l'espace cultivé à un habiter durable ? », *Norois*, 231, p. 61-74.

Dardot P., Laval C. (2014), *Commun. Essai sur la révolution du XXIe siècle*, Paris, La Découverte (Hors collection Sciences Humaines).

Dobré M., Juan S. (dir.) (2009), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, Paris, L'Harmattan.

Doidy E., Dumont E., Pribetich J. (2015), « Disputes au potager : la politisation de la "nature en ville" », Colloque « Conflits de lieux. Lieux de conflits. L'espace des mobilisations territoriales », Sciences Po Aix, janvier 2015.

Emelianoff C., Stegassy R. (2010), Les *pionniers de la ville durable. Récits d'acteurs, portraits de villes en Europe*, Paris, Autrement.

Faburel G. (coord.), Manola T., Geisler E. (2011), *Quartiers durables : moyens de saisir la portée opérationnelle et la faisabilité méthodologique de paysage multisensoriel*, Lab'Urba - université Paris Est et École nationale supérieure du paysage de Versailles, Programme interdisciplinaire de recherche Ville et Environnement, CNRS et PUCA.

Faburel G., Tribout S. (2011), « Les quartiers durables sont-ils durables ? De la technique écologique aux modes de vie », *Cosmopolitiques*, 19.

Faburel G., Roché C. (2012), « Les éco-quartiers, du projet technique et architectural... au projet social. Vers une typologie de cas étrangers et français », *Recherche sociale*, 200, p. 55-74.

Faburel G. (2013), « L'habitant et les savoirs de l'*habiter* comme impensés de la démocratie participative », *Cahiers Ramau,* 6, Presses de l'École d'architecture de la Villette, p. 31-53.

Faburel G., Vialan D. (coord.) (2013), *La durabilité et sa prospective sociale, écologique et politique au prisme des modes de vie. Enquête dans les éco-quartiers d'initiatives habitantes et/ou d'orientation sociale*, Rapport final du Bureau de recherches Aménités pour le ministère de l'Égalité des Territoires et du Logement, DGALH/DHUP/AD4, février.

Faburel G., Roché C. (2015), « L'*habiter* écologique : retour réflexif sur les éco-quartiers et sur les valeurs portées pour l'action », dans Boissonade J. (coord.), *La ville durable controversée. Les dynamiques urbaines dans le mouvement critique*, Éditions PETRA (Pragmatismes), p. 73-103.

Gauntlett D. (2011), *Making is connecting*, Cambridge, Polity.

Gorz A. (2008), *Ecologica*, Paris, Galilée.

Guilbert A., Donate Sastre M. (2013), *De la ville durable à la ville habitable : expériences de participation instituées et dynamiques collectives*

autonomes à l'épreuve de l'écologie, Groupe de recherche action (GRAC), Villeurbanne, ministère de l'Écologie et du Développement durable.

Hamman P. (2012), *Sociologie urbaine et développement durable*, Bruxelles, De Boeck Université.

Hatzfeld H. (2011), *Les légitimités ordinaires. Au nom de quoi devrions-nous nous taire ?*, Paris, Adels/L'Harmattan (Questions contemporaines).

Heidegger M. (1958), « Bâtir Habiter Penser », dans *Essais et Conférences*, Paris, Gallimard (Tel).

Héland L. (2008), *Le quartier comme lieu d'émergence, d'expérimentation et d'appropriation du développement durable. Analyse à partir des processus d'aménagement de deux quartiers européens : Vauban et Hyldespjaeldet*, thèse en aménagement de l'espace et urbanisme, sous la direction de C. Larrue, Laboratoire CITERES, université François Rabelais – Tours.

Héland L. (2012), « Local Commitment: An Approach of Sustainable Neighbourhood Renewal? », dans Ercoskun O. (dir.), *Green and Ecological Technologies for Urban Planing: Creating Smart Cities*, Hershey, IGI-Global.

Honneth A. (2004), « La théorie de la reconnaissance : une esquisse », *Revue du MAUSS*, vol. 1, 23, p. 133-136.

Hoyaux A.-F. (2002), « Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant. Introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter », *Cybergeo: European Journal of Geography*, *Epistemology, History, Teaching*, http://cybergeo.revues.org/1824, consulté le 23 novembre 2015.

Illich I. (2003 [1973]), *La convivialité*, Paris, Seuil (Points essai).

Ion J. (dir.) (2001), *L'engagement au pluriel*, Saint-Étienne, Publications de l'université de Saint-Étienne.

Ion J. (2012), *S'engager dans une société d'individus*, Paris, Armand Colin.

Juan S. (1991), *Sociologie des genres de vie : morphologie culturelle et dynamiques des positions sociales*, Paris, PUF.

Latour B. (1999), *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte (Armillaire).

Lefèvre P. (2008), *Voyage dans l'Europe des villes durables*, Paris, Éditions du Plan urbanisme construction architecture (Recherche).

Lolive J. (2008), *De la planification environnementale à l'émergence des cosmopolitiques. Un parcours de recherche consacré à l'environnement*, habilitation à diriger des recherches, Institut de Géographie, université Joseph Fourier, Grenoble.

Lolive J., Soubeyran O. (coord.) (2007), *L'émergence des cosmopolitiques*, Paris, La Découverte.

Mendras H. (1992), *Voyage au pays de l'utopie rustique*, Le Paradou, Actes Sud.

Morel-Brochet A., Ortar N. (2014), « Les modes d'habiter à l'épreuve de la durabilité », *Norois*, 231, p. 7-12.

Ostrom E. (2010), *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, De Boeck.

Paquot T., Lussault M., Younès C. (dir) (2007), *Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie*, Paris, La Découverte.

Pattaroni L., Kaufmann V., Rabinovich A. (2009), *Habitat en devenir : enjeux territoriaux, politiques et sociaux du logement en Suisse*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.

Plan urbanisme construction architecture (2008), *Quartiers durables, vous avez dit durables ? Synthèse contributive à la consultation de recherche sur le développement durable à l'échelle des quartiers*, Paris.

Puech M. (2010), *Développement durable : un avenir à faire soi-même*, Paris, Le Pommier (Mélétè).

Raineau L. (2009), « Deux expériences comparées d'écoquartiers », dans Dobré M., Juan S. (dir.), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, Paris, L'Harmattan, p. 73-85.

Reigner H. (2015), « Une gouvernementalisation néohygiéniste et néolibérale des conduites », dans Boissonade J. (coord.), *La ville durable controversée. Les dynamiques urbaines dans le mouvement critique*, Paris, Éditions PETRA (Pragmatismes).

Renauld V. (2014), *Fabrication et usage des éco-quartiers*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes (Espace en société).

Renauld V. (2011), « Quels modes de vie dans les écoquartiers ? », *Durabilis*, http://www.magazine-durabilis.net/modes-de-vie-ecoquartiers/, consulté le 23 novembre 2015.

Rosanvallon P. (2011), *La société des égaux*, Paris, Seuil (Les livres du nouveau monde).

Roux M. (2002), *Inventer un nouvel art d'habiter : le ré-enchantement de l'espace*, Paris, L'Harmattan.

Salomon Cavin J., Mathieu N. (2014), « Interroger une représentation collective : la ville mal-aimée », dans Martouzet D. (éd.), *Ville aimable*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais.

Scott J. (1990 – trad. 2008), *Domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Yale, Éditions Amsterdam.

Sennett R. (2012), *Together: The Rituals, Pleasures and Politics of Cooperation*, Yale, Yale University Press.

Stock M. (2004), « L'habiter comme pratique des lieux géographiques. », *EspacesTemps.net*, http://www.espacestemps.net/articles/habiter-comme-pratique-des-lieux-geographiques/, consulté le 23 novembre 2015.

Thomas M.-P. (2013), *Urbanisme et modes de vie. Enquête sur les choix résidentiels des familles en Suisse*, Neuchâtel, Éditions Alphil-Pressses universitaires suisses.

Vialan D. (2012), *L'habiter environnemental comme communauté politique : l'expérience de la Ferme du Parc des Meuniers*, mémoire de master 2, Institut d'urbanisme de Paris.

Vanier M. (2000), « Qu'est-ce que le tiers-espace ? », *Revue de géographie alpine*, 1, p. 104-113.

Viard J. (2012), *Nouveau portrait de la France. La société des modes de vie*, Paris, Éditions de l'Aube.

Villalba B., Lejeune C. (2015), « La justification durable comme extension du productivisme. La labellisation EcoQuartier national de la Zone de l'Union (Nord, France) », dans Boissonade J. (coord.), *La ville durable controversée. Les dynamiques urbaines dans le mouvement critique*, Paris, Éditions PETRA (Pragmatismes).

Zask J. (2011), *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*, Lormont, Le Bord de l'eau.